

RELATIONS PRESSE CONFÉDÉRALES



Communiqué de presse

Chiffres du chômage en augmentation : double faute du gouvernement

Les chiffres du chômage du 2e trimestre 2024 montrent une augmentation du total des catégories A, B, C, D, E de 0,2% (en données corrigées du changement de modalité d'inscription depuis le 1er janvier), à 6,4 millions de personnes inscrites à France Travail (chiffre qui permet la comparaison avant inscription de 900.000 allocataires du RSA depuis le 1er janvier).

Ce total est quasiment le plus élevé depuis 2017.

Les catégories B et C (emplois précaires) sont en hausse malgré la chute de l'emploi dans l'intérim, les premiers supprimés par les donneurs d'ordre en cas de ralentissement économique. Le chômage des jeunes est en augmentation, montrant les limites de la politique d'apprentissage qui ne se traduit pas par des embauches massives.

L'ancienneté au chômage augmente de 4% en un an, au moment même où le gouvernement veut raccourcir drastiquement la durée maximale d'augmentation.

Ces chiffres traduisent la réalité du chômage et de la précarité, contrairement à l'indicateur du chômage au sens BIT, qui ne compte que 2,4 millions de personnes au chômage, en écartant toutes celles et tous ceux qui travaillent, quelques heures, quelques jours. En basant sa politique sur cet indicateur le moins significatif, le gouvernement montre la réalité de sa politique : incapable d'atteindre le prétendu plein emploi promis encore en 2022, incapable d'enrayer la perte d'emplois dus aux plans de licenciements dans l'industrie et le commerce, incapable de proposer autre chose que la précarité. Il s'apprête à agraver cette même politique stérile.

Les deux prétendues négociations à venir visent d'une part à flexibiliser encore le droit du travail, notamment sur les CDD, les temps partiels, l'auto-entrepreneuriat, et d'autre part à poursuivre le saccage des droits à l'assurance chômage pour plus d'un million de personnes. S'enfoncer dans l'erreur d'une politique détruisant des emplois et engager une nouvelle attaque contre l'assurance chômage : nous ne laisserons pas passer cette double faute.

La CGT appelle à bloquer le plan Bayrou, notamment en signant la pétition intersyndicale <http://change.org/BudgetBayrou> qui a déjà atteint près de 300 000 signatures en une semaine et en préparant une rentrée de lutte !

Montreuil, le 29 juillet 2025